

Une culture qui s'enracine se distingue

Paul-François Sylvestre

Numéro 60, janvier 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/42400ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (imprimé)

1923-2381 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Sylvestre, P.-F. (1991). Une culture qui s'enracine se distingue. *Liaison*, (60), 3-3.

Une culture qui s'enracine se distingue

Le pays est embarqué dans un exercice de réflexion, de « soul searching » pour reprendre l'expression du Canada anglais. Des commissions ont été créées pour interroger la base, pour scruter l'âme des Canadiens, des Québécois, des Franco-Ontariens. Dans les mois à venir, on cherchera à définir des stratégies pour assurer le développement global d'une communauté, quelle qu'elle soit. Selon certains observateurs, un tel processus d'introspection devrait aboutir à des visions d'avenir proposées par les tenants d'options diamétralement opposées. La dichotomie portera sans doute, comme c'est souvent le cas, sur les moyens à prendre pour que l'âme d'un peuple se manifeste librement et entièrement.

Dans le **Journal** d'André Laurendeau, publié conjointement chez VLB éditeur et Septentrion en 1990, on retrouve plus d'une réflexion sur ce qui constitue précisément l'âme d'un peuple, c'est-à-dire sa culture. Celui qui a tenu un journal pendant sa présidence de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme nous livre une intéressante constatation qui garde toute sa pertinence aujourd'hui comme hier. Il écrit que « les Acadiens à Moncton, comme les Franco-Ontariens à Windsor, et dans certains cas comme nous-mêmes à Montréal, nous nous sentons submergés par la langue anglaise, et de moins en moins en possession de nos propres moyens d'expression. Devant cette réaction, l'anglophone est toujours porté à croire à une volonté séparatiste [...] mais voilà, l'enracinement dans une culture suppose un minimum de séparation. »

C'est parce que la culture est une façon de penser, d'être et d'agir qu'on cherche, de tout temps, à la préserver. Les gouvernements de chaque pays légifèrent au nom de la culture. On a vu des peuples s'imposer de durs sacrifices afin de ne jamais renier leur culture. Des combats sont constamment menés pour protéger une culture contre l'invasisseur.

Face au géant américain, le Canada anglais cherche à maintenir sa souveraineté culturelle. Au milieu d'une mer anglophone, le Québec se bat pour sa propre souveraineté culturelle. En Ontario français, la lutte pour des écoles, des collèges communautaires et une université de langue française est reliée à cette même « séparation » culturelle dont parle André Laurendeau. Parce que notre âme est distincte, nos lieux de formation, de création et de rassemblement doivent l'être

aussi. Et ce n'est pas là une raison pour crier au séparatisme, encore moins à la domination française (comme on l'a vu dans le tristement célèbre incident de Brockville). Une séparation n'exclut pas des échanges — et ils sont nombreux entre artistes de cultures différentes — mais elle suppose un minimum d'autonomie. Une séparation ne ferme pas la porte au dialogue — et il a cours entre institutions de langues française et anglaise — mais elle exige des moyens d'action équitables.

À l'heure actuelle, ni l'Assemblée des centres culturels ni l'Association des auteurs de l'Ontario ne sont reconnues par le ministère de la Culture et des Communications comme organismes de service, avec les ressources que cela entraîne. Dans le premier cas, le gouvernement est réticent à adopter une politique qui s'appliquerait uniquement aux centres francophones, le pendant anglophone n'existant pas. Dans le cas des auteurs, le gouvernement reconnaît des organismes littéraires canadiens-anglais œuvrant en Ontario, mais accepte encore difficilement d'élargir son appui aux francophones. Serait-ce du séparatisme ou de la séparation logique?

Il est vrai que Théâtre Action jouit du statut d'organisme de service, mais les troupes de théâtre, elles, sombrent dans un état à ce point dramatique qu'elles sentent le besoin de faire un examen non seulement de leur situation financière mais de leur problématique en matière de création et de diffusion (lire article en pages 4 et 5). Sur la scène littéraire, les éditeurs et libraires se mobilisent contre la TPS qui met en péril une industrie déjà fragile et qui aura pour effet, par surcroît, d'« imposer l'ignorance ». Ce résultat, dans le contexte actuel de l'analphabétisme, est particulièrement déroutant pour les francophones de la province. On pourrait donner d'autres exemples, mais ceux-ci illustrent, à mon avis, la nécessité d'une politique séparée de soutien à la culture française en terre ontarienne.

Si André Laurendeau devait, aujourd'hui, conseiller ceux et celles qui se penchent actuellement sur notre avenir, il n'hésiterait sans doute pas à proposer, au chapitre de la volonté culturelle, des moyens de « séparation », car une culture qui s'enracine se distingue, surtout quand son enracinement est deux fois séculaire.

Paul-François Sylvestre
rédacteur en chef



Couverture : *Trouble vision attaqué...*, pastel à l'huile de Marc Charbonneau, 66 cm sur 51 cm, 1990.